

## Austérité et résignation en Grèce

Christian Brouillard

Number 781, November–December 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79705ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Centre justice et foi

**ISSN**

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Brouillard, C. (2015). Austérité et résignation en Grèce. *Relations*, (781), 5–6.

la captation accrue du canal d'accès aux décideurs par des intérêts très spécifiques. Multiplier le nombre des assujettis à la loi ne transforme en rien cette réalité. Au contraire, on en légitime l'existence.

Si l'on admet que la participation démocratique ouverte et égale n'est pas une simple opportunité, mais *un droit* qui fonde notre égale citoyenneté, alors en donnant aux entreprises

privées et à leurs lobbies les mêmes droits qu'aux citoyens, comme le fait la loi, on leur accorde un privilège illégitime qui n'a pas à être règlementé: il doit être supprimé, interdit et pénalisé comme corruption du processus démocratique. Si la démocratie est la délibération dans l'espace public, le lobbyisme confidentiel en est la négation aussi évidente que la corruption.

Notre soi-disant «démocratie» est viciée par le financement corporatif des partis, la corruption et le lobbyis-

me. On nous propose non pas de la restaurer, mais d'en organiser les vices. Constatant l'inégalité démocratique, plutôt que la pallier, on réduit la citoyenneté à celle de l'ancien cens électoral républicain (être mâle et propriétaire): pour participer à la délibération démocratique aujourd'hui, priorité aux forces de l'argent et aux lobbyistes patentés et numérotés. Voilà l'essence du projet de loi sur le lobbyisme, une pratique à proscrire. ●

## Austérité et résignation en Grèce

La réélection d'Alexis Tsipras est loin de signifier une sortie de crise pour la Grèce.

**CHRISTIAN BROUILLARD**

Depuis plus de cinq ans, la Grèce vit à l'heure de l'austérité. Adoptant, comme de nombreux pays à travers le monde, des mesures de libéralisation économique et de restriction des dépenses publiques, l'État grec promettait ainsi, officiellement, de réduire la dette et le déficit, de relancer la croissance et, par ailleurs, de donner des gages au Fonds monétaire international (FMI) et à l'Union européenne (UE) afin qu'ils maintiennent leurs «aides financières». Les résultats obtenus ont cependant été tout le contraire de ce qui avait été promis: une dette en constante augmentation, une économie en récession, des services publics à la dérive et une pauvreté grandissante au sein de la population. Ajoutons à cela le fait que le pays est tombé, à coup de plans d'ajustement et de mémorandums, sous la tutelle du FMI et de l'UE, vidant de toute substance les procédures démocratiques. C'est dans ce contexte qu'on peut mieux comprendre les rebondisse-

ments électoraux qui ont secoué le pays en 2015.

C'est en effet contre la misère occasionnée par l'application des mesures d'austérité que le peuple grec avait porté au pouvoir, en janvier 2015, la coalition de gauche Syriza, avec à sa tête et comme premier ministre Alexis Tsipras. Pour beaucoup d'observateurs, cette victoire semblait signifier un coup d'arrêt dans l'imposition des mesures d'austérité en Grèce ainsi qu'un signe d'une recomposition des forces de gauche en Europe. Les premières mesures prises par le nouveau gouvernement grec semblaient confirmer cette analyse. Cette vision des choses ne tenait cependant pas compte de deux faits: la volonté intraitable de la «Troïka» (FMI, UE et Banque centrale européenne) de maintenir la Grèce sous le joug des mesures d'austérité et le caractère hétérogène de la coalition Syriza.

Dans le cadre très tendu des «négociations» sur la question de la dette entre le gouvernement Syriza et l'UE, cette dernière a clairement fait en-



tendre (entre autres par la voix de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne) que la volonté populaire en Grèce ne comptait pour rien; seuls les impératifs financiers primaient. Cette attitude de fermeture a conduit le gouvernement de Tsipras à conduire le référendum, le 5 juillet 2015, sur les «propositions» de la Troïka concernant la dette publique grecque et la poursuite des mesures d'austérité. La volonté populaire s'est exprimée, une fois de plus, en rejetant ces propositions à 61 %.

Il semblait alors qu'une rupture claire était tracée avec les politiques d'austérité, et même avec la zone euro. Il n'en fut rien. Immédiatement après l'annonce des résultats du référendum, le gouvernement –essentiellement les

L'auteur est professeur de science politique au Cégep de Drummondville

Alexis Tsipras a été accusé de céder devant Berlin à propos de la dette, comme en témoigne cette murale satirique à Athènes.  
Photo: Flickr/Dimitris Kamaras



courants proches de Tsipras à l'intérieur de Syriza – convoquait l'ensemble des formations politiques à une réunion, à l'exception des communistes et des néonazis d'Aube dorée. La déclaration signée par les dirigeants politiques présents à cette réunion affirmait que les résultats du référendum ne donnaient pas un mandat de rupture au gouvernement, mais un mandat pour une « meilleure » négociation. En suite logique, le 13 juillet, le gouvernement grec signait un accord sur un nouveau train de mesures d'austérité excessivement sévères, comme un relèvement des taxes à la consommation, le report à 67 ans de l'âge légal pour la retraite et un calendrier ferme de privatisations de différentes propriétés de l'État, dont le port du Pirée et les aéroports régionaux.

L'aile d'extrême-gauche de Syriza quitte alors la coalition, mettant le premier ministre en minorité. Ce dernier démissionna le 20 août, appelant à des élections législatives pour le 20 septembre. Les résultats de ce scrutin ont reporté au pouvoir Alexis Tsipras (avec 35 % des voix) et évincé l'extrême-gauche de Syriza, regroupée sous la bannière de l'Unité populaire. À première vue, c'est une victoire éclatante pour Tsipras, mais qui doit être nuancée en raison du fort taux d'abstention (43 %) et considérant le fait que le parti néonazi, Aube dorée, reste la troisième formation politique présente au par-

lement avec 18 députés élus. Avec résignation, les électeurs grecs semblent avoir choisi le « moins pire »... mais pour combien de temps? La tentation fasciste est toujours présente dans une

situation économique désastreuse et exacerbée par la déroute d'une alternative de gauche qui semblait pourtant crédible. ●

## Sauf-conduit aux prostituées

En se positionnant pour la dépénalisation totale de la prostitution, Amnesty internationale fait fausse route.

**SANDRINE RICCI**

On peut se surprendre qu'Amnistie internationale (AI) milite en faveur de la dépénalisation totale de la prostitution et que les neuf membres de son Conseil international déclarent ne pas être « opposés en soi à une légalisation » du commerce du sexe, pour reprendre le titre d'un documentaire récent d'Ève Lamont. Invoquant – à raison – la nécessité d'assurer aux personnes prostituées sécurité et égalité pour justifier sa récente prise de position, cette vénérable organisation dédiée à la défense des droits humains ne donne-t-elle pas du même coup le feu vert à la farineuse industrie du sexe? Misant sur

les droits individuels, d'aucuns estiment que cette posture est empreinte de néolibéralisme et abandonne à leur sort des millions de femmes pauvres, racisées ou sous le joug (néo)colonial, qui forment la majorité des êtres humains exploités sexuellement.

Produite à l'intention des différents chapitres d'AI par son Conseil international, l'influence de la *Ligne de conduite relative à l'obligation des États de respecter et protéger les droits humains des travailleuses et travailleurs du sexe et de les laisser exercer ces droits* dépassera évidemment sa dimension « interne ». On peut en effet présager qu'elle inspirera bien d'autres organismes locaux et internationaux, partout dans le monde. C'est pourquoi il

L'auteure est docteurante en sociologie et chargée de cours à l'UQAM

Imposer l'austérité à l'école publique, c'est **hypothéquer** notre avenir collectif.



— ALLIANCE  
DES PROFESSEURES  
ET PROFESSEURS  
DE MONTREAL —

